



ERRATUM

Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie
transformatrice du bois
n° 126

**CCT n° 114280/CO/126
du 06/03/2013**

Correction du texte en français :

- l'article 4, alinéa 2, doit être lu comme suit : « *Le montant minimum par titre de paiement est fixé à 24,78 euros net. Si la prime de fidélité n'atteint pas 24,78 euros net, il n'est pas émis de titre de paiement.* ».

- l'article 12, § 4, 3^{ème} alinéa, doit être lu comme suit : « *Lorsque, après la(les) période(s) de suspension, le travailleur est à nouveau au chômage, le solde des 130 jours indemnifiables peut lui être accordé, après déduction des jours pour lesquels il pouvait prétendre aux allocations complémentaires de chômage à charge du Fonds de sécurité d'existence d'un autre secteur.* ».

- l'article 20, c, doit être lu comme suit : « *c. les travailleurs en formation professionnelle, organisée ou agréée par le VDAB, Actiris, le Forem ou l'Arbeitsamt, et touchant une indemnité inférieure au salaire qu'ils gagnaient antérieurement.* ».

- l'article 32, § 2, doit être lu comme suit : « *§ 2. Le nombre d'indemnités par incapacité de travail peut s'élever au maximum à 6 par semaine et à 287 par incapacité de travail.* ».

- l'article 33, § 1er, doit être lu comme suit : « *L'indemnité pour les périodes ci-après s'élève à :*
- *du 31e jour après le début de l'incapacité de travail au 150e jour civil inclus : 4,26 euros par jour indemnifiable*
- *du 151e jour après le début de l'incapacité de travail au 365e jour civil inclus : 4,86 euros par jour indemnifiable.* ».

- l'article 33, § 3, doit être lu comme suit : « *Si le travailleur reprend partiellement le travail avec l'accord du médecin-conseil de la mutualité, l'indemnité*

ERRATUM

Paritair Subcomité voor de stoffering en de
houtbewerking
nr. 126

**CAO nr. 114280/CO/126
van 06/03/2013**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- het artikel 4, alinea 2 moet als volgt gelezen worden : « *Le montant minimum par titre de paiement est fixé à 24,78 euros net. Si la prime de fidélité n'atteint pas 24,78 euros net, il n'est pas émis de titre de paiement.* ».

- het artikel 12, § 4, 3de alinea, moet als volgt gelezen worden : « *Lorsque, après la(les) période(s) de suspension, le travailleur est à nouveau au chômage, le solde des 130 jours indemnifiables peut lui être accordé, après déduction des jours pour lesquels il pouvait prétendre aux allocations complémentaires de chômage à charge du Fonds de sécurité d'existence d'un autre secteur.* ».

- het artikel 20, c, moet als volgt gelezen worden : *c. les travailleurs en formation professionnelle, organisée ou agréée par le VDAB, Actiris, le Forem ou l'Arbeitsamt, et touchant une indemnité inférieure au salaire qu'ils gagnaient antérieurement.*

- het artikel 32, § 2, moet als volgt gelezen worden : « *§ 2. Le nombre d'indemnités par incapacité de travail peut s'élever au maximum à 6 par semaine et à 287 par incapacité de travail.* ».

- het artikel 33, § 1, moet als volgt gelezen worden : « *L'indemnité pour les périodes ci-après s'élève à :*
- *du 31e jour après le début de l'incapacité de travail au 150e jour civil inclus : 4,26 euros par jour indemnifiable*
- *du 151e jour après le début de l'incapacité de travail au 365e jour civil inclus : 4,86 euros par jour indemnifiable.* ».

- het artikel 33, § 3, moet als volgt gelezen worden : « *Si le travailleur reprend partiellement le travail avec l'accord du médecin-conseil de la mutualité,*

complémentaire en cas d'incapacité de longue durée représente un pourcentage du montant journalier total qui correspond au degré d'incapacité de travail qui subsiste.

...

A partir du 28 mai 2013, le travailleur concerné perçoit 60 % du montant journalier total. ».

Correction du texte en néerlandais :

- aux articles 38, 1er alinéa, 50, 1er alinéa et 51, alinéas 1 et 3, le mot « *fonds* » doit être lu comme suit : « *fonds voor bestaanszekerheid*. ».

Correction du texte en français :

- l'article 54, 2ème tiret, doit être lu comme suit : « - *ne pas bénéficier d'une allocation complémentaire octroyée par le Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois* ; ».

Décision du

l'indemnité complémentaire en cas d'incapacité de longue durée représente un pourcentage du montant journalier total qui correspond au degré d'incapacité de travail qui subsiste.

...

A partir du 28 mai 2013, le travailleur concerné perçoit 60 % du montant journalier total. ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- in de artikels 38, alinea 1, 50, alinea 1 en 51, alinea's 1 en 3, moet het woord « *fonds* » als volgt gelezen worden : « *fonds voor bestaanszekerheid*. ».

Verbetering van de Franstalige tekst :

- het artikel 54, §§ 1 en 2, moet als volgt gelezen worden : « - *ne pas bénéficier d'une allocation complémentaire octroyée par le Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois* ; ».

Beslissing van

18 -09- 2013

CCT du 6 mars 2013 remplaçant la CCT du 11 avril 2012 visant à fixer le montant et les modalités d'octroi et de liquidation des avantages sociaux complémentaires par le fonds de sécurité d'existence pour l'ameublement et l'industrie transformatrice du bois, remplaçant la CCT du 30 novembre 2005, AR du 1^{er} septembre 2006, Moniteur belge du 13 octobre 2006 (78229)

Article 1er. En application de l'article 2 des statuts fixés par la décision du 29 juillet 1964 instituant un Fonds de sécurité d'existence et en fixant ses statuts, modifiés en dernier lieu par la convention collective de travail du 19 juin 2007, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 octobre 2007, il est octroyé, à charge du Fonds, les avantages sociaux suivants :

1. une prime de fidélité;
2. un avantage social aux membres d'une organisation représentative de travailleurs;
3. une allocation complémentaire de chômage;
4. une allocation complémentaire pour les journées assimilées pour chômage économique ou technique, chômage temporaire pour cause de force majeure, incapacité de travail et congé pour raisons impérieuses;
5. une indemnité spéciale en cas de licenciement collectif;
6. une indemnité complémentaire aux victimes d'un accident du travail;
7. une indemnité complémentaire en cas d'incapacité de travail de longue durée;
8. une allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) travailleur(euse) pensionné(e);
9. une allocation aux travailleurs qui, par suite d'un handicap physique, sont en incapacité de travail totale de longue durée;
10. une allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique;
11. une indemnité spéciale à accorder à certains travailleurs âgés qui ont cessé toute activité professionnelle et qui ne peuvent bénéficier ni d'un régime de chômage avec complément d'entreprise (antérieurement la prépension), ni du complément d'ancienneté en vertu de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Ces avantages sociaux complémentaires sont octroyés aux travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Par "travailleurs" sont visés les ouvriers et ouvrières.

Chapitre 1^{er} - Prime de fidélité

Art. 2. Une prime de fidélité est octroyée aux travailleurs occupés dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois au cours de la période de référence.

Par période de référence, l'on entend la période qui se situe entre le 1^{er} juillet de l'année précédente et le 30 juin de l'année en cours inclus.

La prime de fidélité est octroyée tous les ans au cours du mois de décembre de l'année en cours.

Art. 3. Jusqu'à l'année d'octroi 2011 inclus, la prime de fidélité était calculée sur la base de 8,55 % des salaires bruts à 108 % non limités gagnés pendant la période de référence.

A partir de l'année d'octroi 2012, la prime de fidélité est calculée sur la base de 8,85 % des salaires bruts à 108 % non limités gagnés pendant la période de référence.

Art. 4. Le montant de la prime de fidélité est calculé sur les salaires bruts à 108 % figurant sur les déclarations trimestrielles à l'Office national de sécurité sociale.

Le montant minimum par titre de paiement est fixé à 24,78 euros. Si la prime de fidélité n'atteint pas 24,78 euros, il n'est pas émis de titre de paiement.

Art. 5. Pour chaque ayant droit le Fonds établit un titre personnel. Les titres sont envoyés avant le 5 décembre de l'année en cours au dernier employeur connu chez lequel le travailleur était occupé le dernier jour de la période de référence. Aussitôt après réception, l'employeur remet le titre à l'ayant droit. Ces titres mentionnent les salaires bruts non limités gagnés par le travailleur chez les employeurs concernés du secteur au cours de la période de référence.

Art. 6. En principe, la prime de fidélité est payable à partir du 6 décembre de l'année pour laquelle l'avantage est dû. La date effective de paiement est fixée pour chaque année en cours par le comité de gestion paritaire.

Art. 7. Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations interprofessionnelles représentatives de travailleurs, fédérées sur le plan national, qui sont représentées à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois introduisent leur titre, pour paiement, auprès de leur organisation de travailleurs. Les autres ayants droit introduisent leur titre directement auprès du Fonds.

Art. 8. Le titre reste valable pendant 5 ans. Les titres présentés pour paiement après le 15 décembre de la cinquième année qui suit l'année en cours pour laquelle le titre est délivré ne sont plus valables.

Chapitre II - Avantage social aux membres d'une organisation représentative de travailleurs

Art. 9. Un avantage social est octroyé aux travailleurs occupés dans les entreprises du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois qui ont acquis le droit à la prime de fidélité comme prévu au Chapitre Ier, articles 2 et 3 de la présente convention collective de travail et/ou aux travailleurs liés par un contrat de travail à une entreprise du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois appelés sous les armes et/ou aux travailleurs qui sont incapables de travailler pendant une longue durée et/ou aux travailleurs frappés par un accident du travail et qui sont membres d'une des organisations interprofessionnelles représentatives de travailleurs, fédérées sur le plan national, qui sont représentées à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 10. Les modalités d'application ainsi que le montant de cet avantage social sont fixés dans une convention collective de travail distincte.

Chapitre III - Allocation complémentaire de chômage

Art. 11. *Ouverture du droit*

§ 1. Une allocation complémentaire de chômage est accordée aux travailleurs qui, en application des dispositions légales et réglementaires en matière de chômage, ont droit à des allocations pour le chômage complet ou temporaire, des allocations d'insertion (antérieurement allocations d'attente) ou des allocations dans le cadre de vacances jeunes ou séniors.

Pour avoir droit à cette allocation, ils doivent être en possession d'une carte de prestations comme mentionné au § 2 ou d'une attestation d'ayant droit comme mentionné au § 3 et avoir été au service d'une entreprise ressortissant au secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois avant la période de chômage.

Le travailleur qui prend ses congés annuels ou est en incapacité de travail pendant la période qui se situe entre la fin de son contrat de travail et le début de la période de chômage est censé remplir cette dernière condition.

§ 2. L'administration du Fonds délivre à chaque travailleur une carte de prestations sur laquelle est mentionné le nombre de jours rémunérés au cours de la période de référence. Si la carte de prestations mentionne au moins 130 jours, celle-ci ouvre le droit aux allocations complémentaires de chômage pendant l'exercice de prestations qui suit la période de référence.

Par « exercice de prestations » on entend la période du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus de l'année civile suivant la fin de la période de référence.

Par « période de référence » on entend la période du 1^{er} juillet au 30 juin inclus de l'année précédant immédiatement l'exercice de prestations.

Par « jours rémunérés », on entend les jours prestés, les jours couverts par le salaire hebdomadaire garanti (les 7 premiers jours), les jours de petits chômages, les jours de compensation en raison de la diminution de la durée du travail, les jours de repos compensatoire pour les heures supplémentaires, les jours fériés rémunérés ainsi que les jours de congé syndical. Sont assimilés aux « jours rémunérés » les 12 premiers mois d'incapacité de travail pour cause d'accident ou de maladie de droit commun ou pour cause d'accident de travail.

Exemple : 130 jours rémunérés prouvés entre le 1^{er} juillet 2011 et le 30 juin 2012 compris ouvrent le droit à l'allocation complémentaire de chômage entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2013 compris.

§ 3. Dérogations

1. Entrée en service au cours de l'exercice de référence

1.1 Le travailleur qui entre au service de l'employeur au cours de l'exercice de référence, qui répond aux conditions du § 1., mais ne répond pas aux conditions du § 2., ouvre le droit aux allocations complémentaires à partir du premier jour du trimestre qui suit le trimestre au cours duquel les 130 jours rémunérés sont atteints.

Exemple : le travailleur entre en service le 5 octobre 2012 et atteint 130 jours rémunérés le 18 avril 2013.
Ouverture du droit : le 1^{er} juillet 2013.

1.2 La preuve des 130 jours rémunérés est apportée à l'aide d'une feuille de renseignements complétée par l'employeur, dont le modèle est arrêté par le Comité paritaire de gestion du Fonds.

2. Ouvriers qui ne peuvent apporter la preuve des 130 jours rémunérés au cours de la période de référence, mais qui font preuve d'ancienneté dans le secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Les travailleurs qui remplissent les conditions fixées à l'article 11 § 1, sans remplir celles fixées à l'article 11 § 2, peuvent ouvrir le droit à l'allocation complémentaire de chômage dans les conditions suivantes.

Prouver une carrière précise dans le secteur, selon le nombre de jours rémunérés ou assimilés.

Nombre d'années de service dans le secteur à prouver	Nombre de jours rémunérés ou assimilés
25 années de service	65
20 années de service	75
15 années de service	85
10 années de service	95
9 années de service	105
8 années de service	115
7 années de service	125

La carrière du travailleur est calculée de date à date. Elle doit être prouvée au 1er janvier de chaque exercice de prestations.

3. Travail à temps partiel au cours de la période de référence

Le travailleur occupé à temps partiel au cours de l'année de référence et qui ne remplit pas la condition définie à l'article 11 § 2., peut obtenir la carte d'ayant droit aux conditions suivantes :

1) le travail à temps partiel est au moins égal à 50 % d'un emploi à temps plein dans l'entreprise

2) pour la période pendant laquelle il a travaillé à temps partiel, le travailleur apporte la preuve d'un nombre de jours qui, traduit en travail à temps plein, lui fait atteindre au moins 130 jours rémunérés pour l'ensemble de la période de référence.

Exemple :

- Un travailleur travaille 32 heures par semaine du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.

- Emploi à temps plein = 40 heures par semaine.

- Nombre de jours (ou d'heures : 8) prouvés: 104

- Formule de conversion : $\frac{104}{32} \times 40 = 130$ jours.

4. Attestation d'ayant droit

Le Fonds délivre l'attestation d'ayant droit au travailleur qui, en application de l'article 11 § 3, peut recevoir les allocations.

Art. 12. Jours indemnifiables

§ 1. Le nombre de jours indemnissables est fixé à 130 par exercice de prestations, dans un régime de 6 jours indemnissables par semaine. Si pendant la première année de chômage complet le nombre maximum de jours indemnissables n'est pas épuisé, le solde est reporté à l'exercice de prestations suivant.

§ 2. Pour un travailleur qui travaille à temps partiel au moment où il est mis en chômage, le nombre de jours indemnissables est calculé conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière d'allocations de chômage.

§ 3. Après épuisement du nombre maximum de jours indemnissables au cours de la première année de chômage complet, le chômeur complet indemnisé peut, pendant un deuxième exercice de prestations, prétendre au nombre maximum de jours indemnissables comme prévu à l'article 12 § 1. Pour y avoir droit, il doit prouver une carrière de 10 années au moins prestées dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois. Ces 10 années doivent se situer au cours de la période précédant immédiatement la période de chômage et pendant ces 10 années, le travailleur doit prouver au moins 5 années de prestations effectives.

Cette condition doit être remplie à la date du début de la période de chômage.

§ 4. L'octroi de l'allocation complémentaire de chômage est suspendu pendant 2 mois au maximum, lorsque le chômeur est intégré dans un programme gouvernemental d'insertion au travail de l'initiative du VDAB, d'Actiris, du Forem ou de l'Arbeitsamt, ou à sa propre initiative. Il en est de même pour le chômeur qui accepte un emploi pour échapper au chômage.

Pendant cette(ces) période(s) de suspension, le travailleur en question n'a pas droit à l'allocation complémentaire de chômage.

Lorsque, après la(les) période(s) de suspension, le travailleur est à nouveau au chômage, le solde des 130 jours indemnissables peut lui être accordé, après déduction des jours pour lesquels il pouvait prétendre aux allocations complémentaires de chômage à charge ~~d'un autre~~ Fonds de sécurité d'existence. *d'un autre secteur*

Art. 13. Exclusions

§ 1. Le travailleur ne peut prétendre à l'allocation complémentaire de chômage (complète ou partielle) que dans la mesure où il a également droit aux allocations de chômage (complet ou partiel), aux allocations d'insertion (antérieurement allocations d'attente) ou aux allocations dans le cadre de vacances jeunes ou séniors.

§ 2. Le travailleur qui bénéficie des allocations de chômage en raison du chômage avec complément d'entreprise (antérieurement la prépension) n'a pas droit à l'allocation complémentaire prévue dans ce chapitre.

Il en est de même pour le travailleur qui a droit au supplément d'ancienneté pour chômeurs âgés en application de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

§ 3. L'allocation complémentaire de chômage n'est pas accordée les jours où le travailleur a droit à une allocation accordée par un autre Fonds de sécurité d'existence.

Art. 14. Montant et conditions d'octroi

§ 1. L'allocation complémentaire de chômage complet s'élève à 4,12 euros par jour d'allocation et l'allocation de chômage temporaire s'élève à 2,48 euros par jour d'allocation.

§ 2. Pour obtenir le paiement de l'allocation complémentaire de chômage :

- les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 s'adressent à leur organisation de travailleurs qui a payé les allocations principales de chômage
- les autres ayants droit introduisent auprès du Fonds une attestation de la caisse de chômage.

§ 3. Le droit à cette allocation est prescrit après écoulement d'une période de cinq ans débutant au cours du mois concerné par l'allocation de chômage.

Chapitre IV - Allocation complémentaire pour les journées assimilées pour chômage économique ou technique, chômage temporaire pour cause de force majeure, incapacité de travail et congé pour raisons impérieuses

Art. 15. Une allocation complémentaire pour les journées assimilées pour chômage économique ou technique, chômage temporaire pour cause de force majeure, incapacité de travail et congé pour raisons impérieuses est payée aux travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 16. Cette allocation complémentaire s'élève à 2,28 euros par jour.

En cas de chômage économique ou technique, de chômage temporaire pour cause de force majeure ou d'incapacité de travail, l'allocation complémentaire visée ci-dessus est payée en même temps que l'allocation principale octroyée par le fonds de sécurité d'existence.

En cas de congé pour raisons impérieuses dans le cadre de la CCT n° 45, le paiement a lieu après introduction d'un document de demande dont le modèle a été approuvé par le comité de gestion.

Chapitre V - Indemnité spéciale aux travailleurs en cas de licenciement collectif

Art. 17. § 1. L'allocation complémentaire de chômage à charge du Fonds est octroyée comme suit aux travailleurs qui ont droit à l'indemnité due en cas de licenciement collectif, visée par la convention collective de travail conclue le 8 mai 1973 au sein du Conseil national du travail relative au licenciement collectif, rendue obligatoire par arrêté royal du 6 août 1973 : la moitié de la différence entre le salaire net de référence et les allocations normales de chômage est couverte en cas de licenciement collectif par l'allocation complémentaire de chômage octroyée par le Fonds.

La notion de licenciement collectif reprise à la convention collective de travail (Conseil national du travail) précitée du 8 mai 1973 est, pour l'application de ce chapitre, étendue aux licenciements pour motif économique touchant au cours d'une période ininterrompue de 120 jours un nombre de travailleurs tel que défini par la convention collective de travail précitée.

Lorsque la moitié de la différence n'est pas couverte par ladite allocation, le Fonds paie aux travailleurs le montant dû sur la base des documents justificatifs requis.

§ 2. L'allocation complémentaire de chômage à charge du Fonds est également octroyée aux travailleurs occupés dans des entreprises occupant moins de 20 travailleurs, à condition que :

- au moins 6 travailleurs soient licenciés pendant la période étendue à 120 jours visée par la convention collective de travail du 8 mai 1973, si l'entreprise occupe de 12 à 20 travailleurs;
- au moins la moitié des travailleurs soit licencié pendant la période étendue à 120 jours visée par la convention collective de travail du 8 mai 1973, si l'entreprise occupe moins de 12 travailleurs.

§ 3. Pour autant que le travailleur puisse prouver qu'il est victime d'un licenciement collectif comme décrit ci-dessus, le Fonds verse l'allocation complémentaire de chômage pendant quatre mois maximum. Cette période de quatre mois prend cours le lendemain du jour de la cessation du contrat de travail ou éventuellement le lendemain du jour où a pris fin la période couverte par une indemnité de rupture ou d'une indemnité de reclassement octroyée dans le cadre d'une cellule pour l'emploi.

Ceci n'enlève pas à l'intéressé le droit aux allocations complémentaires de chômage pour la période annuelle prévue en cas de chômage ne se rapportant pas à un licenciement collectif.

Art. 18. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'indemnité visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Art. 19. Les dispositions des articles 17 et 18 sont uniquement applicables aux travailleurs qui sont victimes d'un licenciement collectif et bénéficient des allocations de chômage.

Art. 20. Le dernier employeur reste néanmoins redevable de l'indemnité pour une période de quatre mois comme prévu à l'arrêté royal du 6 août 1973 dans les cas suivants :

- a. les travailleurs en chômage qui sont exclus du bénéfice des allocations de chômage pour une cause indépendante de leur volonté;
- b. les travailleurs occupant un nouvel emploi leur donnant une rémunération inférieure à celle dont ils bénéficiaient antérieurement;
- c. les travailleurs en formation professionnelle, organisée ou agréée par l'Onem, et touchant une indemnité inférieure au salaire qu'ils gagnaient antérieurement.

Pour ces cas, l'indemnité est égale :

cas a : à la moitié de la différence entre la rémunération nette et les allocations de chômage auxquelles le travailleur aurait pu prétendre;

cas b et c : à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et le total des ressources nettes obtenues en raison du nouvel emploi ou de la formation professionnelle.

Chapitre VI - Indemnité complémentaire aux victimes d'un accident du travail

Art. 21. Une indemnité complémentaire est octroyée aux travailleurs victimes d'un accident du travail survenu au cours du travail ou sur le chemin du travail.

Art. 22. L'indemnité complémentaire visée à l'article 21 est octroyée à partir du trente-et-unième jour civil.

Seuls les jours d'activité normale donnent lieu au paiement de l'indemnité complémentaire. Pour les travailleurs dans un régime de travail atypique, le paiement se fait conformément au régime dans le cadre duquel ils sont déclarés auprès de l'ONSS.

Art. 23. L'indemnité est calculée par le Fonds, après la reprise du travail ou après épuisement du nombre total de jours prévus par le Fonds en cas de période d'incapacité de travail ininterrompue.

Art. 24. Le nombre de jours indemnifiables est fixé à 200 jours par accident du travail.

Art. 25. L'indemnité est fixée à 3,70 euros par jour, augmenté de l'avantage social prévu à l'article 10.

Art. 26. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'indemnité complémentaire visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'intervention de leur organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art. 27. Pour les ayants droit ayant introduit la demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de leur organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 28. En cas d'accident mortel, survenu au cours du travail ou sur le chemin du travail, une indemnité forfaitaire de 5.578 euros, majorée d'une indemnité forfaitaire de 744 euros par enfant bénéficiaire d'allocations familiales, est liquidée aux ayants droit de la victime.

Aux victimes d'un accident du travail entraînant une incapacité de travail permanente de 66 % et plus, une indemnité unique de 744 euros, majorée de 558 euros par enfant bénéficiaire d'allocations familiales, est octroyée.

Chapitre VII - Indemnité complémentaire en cas d'incapacité de travail de longue durée

Art. 29. Ouverture du droit

§ 1. Une indemnité complémentaire est octroyée aux travailleurs qui sont en incapacité de travail de longue durée, dès qu'ils ont bénéficié des indemnités d'incapacité de travail en vertu des dispositions légales et réglementaires en matière d'assurance maladie. L'accident du travail, la maladie professionnelle ainsi que le congé de maternité sont dès lors exclus de cet avantage.

Pour avoir droit à l'indemnité complémentaire, les travailleurs doivent être liés par un contrat de travail à un employeur du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois au début de l'incapacité de travail et ils doivent prouver au moins 130 jours rémunérés dans le secteur au cours des cinq dernières années.

§ 2. Par "jours rémunérés" on entend les jours prestés, les jours couverts par le salaire hebdomadaire garanti (les 7 premiers jours), les jours de petit chômage, les jours de compensation en raison de la diminution de la durée du travail, les jours de repos compensatoire pour les heures supplémentaires, les jours fériés rémunérés ainsi que les jours de congé syndical.

§ 3. Dérogations

La période pendant laquelle le travailleur a été mis au travail comme intérimaire par le curateur désigné dans le cas d'une faillite ou d'un accord judiciaire d'un employeur du secteur de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois est, pour l'application du présent chapitre, assimilée à une occupation "sous contrat de travail" tel que défini au 1er alinéa.

Art. 30. L'indemnité complémentaire

§ 1. L'indemnité complémentaire visée à l'article 29 est octroyée à partir du trente-et-unième jour civil suivant la date du début de l'incapacité de travail.

§ 2. Pour la détermination de la date de début d'une période d'incapacité de travail, les notions telles que "rechute", "même incapacité de travail" ou "autre incapacité de travail" figurant dans la loi du 14 juillet 1994 concernant l'assurance maladie-invalidité sont utilisées.

Art. 31. Date du calcul

L'indemnité est calculée par le Fonds de sécurité d'existence, après la reprise du travail ou après épuisement du nombre total de jours prévus par le Fonds en cas de période d'incapacité de travail ininterrompue.

Art. 32. Période indemnisable

§ 1. La période indemnisable par incapacité de travail est fixée à 365 jours civils, diminués des 30 premiers jours civils d'incapacité de travail.

Cette période est prolongée de la période de vacances annuelles à laquelle le travailleur a droit au début ou pendant son incapacité de travail.

Toute période d'incapacité de travail dont le droit a été ouvert avant la fin du contrat de travail continue à donner droit à l'indemnité complémentaire après la fin de celui-ci.

L'assimilation prévue à l'article 29 § 3. vaut également pour l'application de ce paragraphe.

§ 2. Le nombre d'indemnités par incapacité de travail peut s'élever au maximum à 6 par semaine et à 287 par ~~travailleur~~ *incapacité de travail.*

§ 3. L'indemnité complémentaire n'est pas accordée les jours où le travailleur a droit à une allocation accordée par un autre Fonds de sécurité d'existence.

Art. 33. Montants

§ 1. L'indemnité pour les périodes ci-après s'élève à :

- du 31^e jour après le début de l'incapacité de travail au 150^e jour civil inclus : 4,26 euros par jour *indemnisable.*
- du 151^e jour après le début de l'incapacité de travail au 365^e jour civil inclus : 4,86 euros *par jour indemnisable.*

Les montants précités sont majorés de l'avantage social prévu à l'article 10 et de l'allocation complémentaire prévue à l'article 16.

§ 2. Travail à temps partiel

Lorsqu'un travailleur est occupé à temps partiel au moment du début de l'incapacité de travail, l'indemnité complémentaire est calculée selon une des formules suivantes:

a)
$$\frac{\text{mon tan t journalier} \times \text{nombre de jours de travail par semaine}}{5 \text{ jours}} = \dots\dots\dots \text{ euros par jour pendant le nombre}$$

maximum de jours.

b) occupation à temps partiel = % d'une occupation à temps plein. L'indemnité journalière est multipliée par

ce %.

§ 3. Reprise partielle du travail

Si le travailleur reprend partiellement le travail avec l'accord du médecin-conseil de la mutualité, l'indemnité complémentaire en cas d'incapacité de longue durée représente un pourcentage du montant journalier qui correspond au degré d'incapacité de travail qui subsiste.

total

Exemple :

Le travailleur concerné est tombé malade le 16 novembre 2012.

Il est en incapacité de travail à 100 % du 16 novembre 2012 au 27 mai 2013.

A partir du 28 mai 2013, le médecin-conseil de la mutualité l'autorise à reprendre le travail à temps partiel, à savoir à 40 %.

A partir du 28 mai 2013, le travailleur concerné perçoit 60 % du montant journalier. total ,

Art. 34. Demande

Les ayants droit ayant été en incapacité de travail pendant plus de trente jours civils et qui ont perçu les indemnités d'incapacité de travail correspondantes introduisent leur demande d'octroi de l'indemnité complémentaire auprès du Fonds à l'aide du formulaire destiné à cet effet.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande par l'intermédiaire de leur organisation de travailleurs. Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

Art. 35. Paiement

Pour les ayants droit ayant introduit la demande par l'intermédiaire d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, le paiement s'effectue par l'organisation de travailleurs; pour les autres, le paiement s'effectue directement par le Fonds.

Chapitre VIII - Allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) travailleur(euse) pensionné(e)

Art. 36. § 1. Une allocation est octroyée à la veuve (au veuf) d'un(e) travailleur(euse) pensionné(e). Ce pensionné doit, au moment de son décès, avoir droit à l'allocation en application de l'article 3 de la CCT du 30 septembre 2009, AR du 30 juillet 2010, MB du 11 octobre 2010 fixant le régime de transition dans le cadre de l'introduction du deuxième pilier de pension sectoriel.

L'allocation s'élève à 743,68 euros et est liée à la personne de la veuve (du veuf) du travailleur (de la travailleuse) pensionné(e).

§ 2. En outre, la veuve (le veuf) d'un(e) pensionné(e), décédé(e) au cours de l'année (année de référence) qui précède l'année de paiement, a droit à l'allocation suivante :

$x/12$ du montant total que le (la) pensionné(e) aurait pu percevoir s'il (elle) avait encore été en vie à la date de paiement de l'allocation aux pensionné(e)s.

x correspond au nombre de mois complets que le (la) pensionné(e) a encore vécu au cours de l'année de référence.

§ 3. A défaut de veuve (veuf), le droit à l'allocation échoit. Est considéré(e) comme veuve (veuf), l'ayant droit conformément aux critères des dispositions légales en matière de pension de retraite et de survie pour les travailleurs.

Art. 37. § 1. L'allocation telle que visée dans ce chapitre est octroyée à la veuve (au veuf) dont l'époux (épouse) est décédé(e) après le 30 juin 1997.

§ 2. L'allocation visée à l'article 36 est unique et est liquidée au cours du trimestre suivant la date à laquelle le décès a été signalé au Fonds, comme le prévoit l'article 38.

§ 3. L'allocation est liée à la personne de la veuve (du veuf) du travailleur (de la travailleuse) pensionné(e). Le droit à l'allocation échoit si la veuve (le veuf) bénéficiaire meurt avant la date de liquidation prévue.

Art. 38. L'ayant droit introduit une demande auprès du Fonds de sécurité d'existence. La demande est accompagnée d'un acte de décès et d'une déclaration de succession.

Si le (la) pensionné(e) décédé(e) était affilié(e) à une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la demande est introduite à l'intervention de son organisation de travailleurs; les autres introduisent leur demande directement auprès du Fonds de sécurité d'existence.

Art. 39. L'allocation est liquidée

- soit par l'organisation de travailleurs qui a introduit la demande
- soit directement à la veuve (au veuf) concerné(e) qui a introduit la demande.

Chapitre IX - Allocation aux travailleurs qui, par suite d'un handicap physique, sont en incapacité de travail totale de longue durée

Art. 40. Une allocation est octroyée aux travailleurs des entreprises qui relèvent de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois qui, par suite d'un handicap physique, sont en incapacité de travail totale de longue durée.

Art. 41. Peuvent prétendre à cette allocation, les travailleurs qui remplissent les conditions suivantes:

1. fournir la preuve d'une incapacité de travail d'au moins 66 %, indépendamment de leur âge, au moyen d'une attestation du médecin contrôleur de la mutualité, de la compagnie d'assurances ou du Fonds des maladies professionnelles.

Les travailleurs chômeurs qui bénéficient du complément d'ancienneté prévu à l'arrête royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ne peuvent pas prétendre à l'allocation aux handicapés physiques.

2. fournir la preuve que leur dernier employeur relevait de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

3. fournir la preuve que, pendant les dix dernières années qui précèdent la cessation du travail ou depuis la fin des études, ils n'ont été occupés que dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Tous les cas de suspension légale et de rupture du contrat de travail sont assimilés à de l'occupation pour l'application du présent article, pour autant que ces années d'inactivité ne dépassent pas les années d'activité, c'est-à-dire que les personnes visées doivent prouver au moins 5 années d'activité effective et que les 5 autres années peuvent être des années d'inactivité dans le secteur.

Une exception est faite pour les personnes souffrant d'un handicap physique qui ne peuvent pas prouver complètement les dix dernières années. Ces personnes doivent avoir été occupées dans le secteur pendant 15 ans au cours des 25 années précédant l'arrêt de travail, dont au moins 7,5 années d'activité effective. Les 7,5 années restantes peuvent être des années d'inactivité dans le secteur.

4. avoir épuisé leurs droits aux allocations complémentaires, soit de chômage, soit de maladie ou d'accident du travail accordées par le Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 42. Dès le moment où le travailleur est au chômage avec complément d'entreprise (antérieurement la prépension), il n'a plus droit à cette allocation.

Art. 43. Le montant est fixé à 495,79 euros par an.

Art. 44. Les ayants droit introduisent la demande d'octroi de l'allocation visée auprès du Fonds à l'aide d'un formulaire destiné à cet effet au cours de l'exercice suivant l'exercice au cours duquel les ayants droit ont épuisé leurs droits aux allocations complémentaires accordées par le Fonds de sécurité d'existence.

Les ayants droit qui sont membres d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7 introduisent leur demande à l'intervention de leur organisation de travailleurs.

Les autres ayants droit introduisent leur demande directement auprès du Fonds.

A l'appui de leur demande, les ayants droit doivent fournir la preuve qu'ils ont, depuis le début de la cessation de

travail, bénéficié d'une façon ininterrompue des allocations de chômage, des indemnités pour maladie, accident du travail ou du Fonds des maladies professionnelles.

Art. 45. La liquidation de l'allocation s'effectue par le Fonds à raison de 1/12 du montant annuel total par mois d'incapacité effective.

Les modalités de liquidation sont fixées par le Comité paritaire de gestion.

Pour les ayants droit qui ont introduit leur demande à l'intervention d'une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la liquidation s'effectue à l'intervention de leur organisation de travailleurs; pour les autres, la liquidation s'effectue directement par le Fonds.

Art. 46. Les ayants droit qui ont obtenu une première fois l'allocation ne doivent plus introduire de nouvelle demande les années suivantes.

Dans le courant du mois de décembre, le Fonds de sécurité d'existence envoie à ceux qui ont déjà obtenu cette allocation, un formulaire "renouvellement".

Ce formulaire de renouvellement, attestant la continuité de l'incapacité de travail (mutualité, compagnie d'assurances ou Fonds des maladies professionnelles), dûment rempli et signé, doit être retourné au Fonds directement ou par l'organisation de travailleurs.

Si, à la réception du formulaire "renouvellement", l'ayant droit est décédé, la veuve (le veuf) ou l'héritier (les héritiers) doit (doivent) joindre au formulaire un extrait de l'acte de décès.

Si le handicapé ayant droit est décédé avant le 1^{er} janvier, le droit à l'allocation échoit.

Art. 47. A partir du paiement de cette indemnité en 2013, le nombre de versements est limité à 15.

Chapitre X - Allocation à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique

Art. 48. Une allocation est octroyée à la veuve (au veuf) d'un(e) handicapé(e) physique. Ce (cette) handicapé(e) physique doit, au moment de son décès, avoir droit à l'allocation en application de l'article 41.

Est considéré(e) comme veuve(veuf) l'ayant droit selon les critères des dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des travailleurs.

Art. 49. L'allocation s'élève à 495,79 euros .

Art. 50. L'allocation visée à l'article 49 est unique et est liquidée au cours du trimestre suivant la date à laquelle le décès a été signalé au Fonds de sécurité d'existence, comme le prévoit l'article 38.

L'allocation est liée à la personne de la veuve (du veuf). Le droit à l'allocation échoit si la veuve (le veuf) bénéficiaire meurt avant la date de liquidation prévue.

Art. 51. L'ayant droit introduit une demande auprès du Fonds de sécurité d'existence. La demande est accompagnée d'un acte de décès et d'une déclaration de succession.

Si le (la) pensionné(e) décédé(e) était affilié(e) à une des organisations de travailleurs visées à l'article 7, la demande est introduite à l'intervention de son organisation de travailleurs.

Les autres introduisent leur demande directement auprès du Fonds de sécurité d'existence.

Art. 52. L'allocation est liquidée

- soit par l'organisation de travailleurs qui a introduit la demande
- soit directement à la veuve (au veuf) concerné(e) qui a introduit la demande.


Chapitre XI - Indemnité spéciale à accorder à certains travailleurs âgés qui ont cessé toute activité professionnelle et qui ne peuvent bénéficier ni du régime de chômage avec complément d'entreprise (antérieurement la prépension), ni du complément d'ancienneté en vertu de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage

d

Art. 53. L'indemnité spéciale est octroyée à partir de l'âge de 50 ans aux travailleurs licenciés dans une entreprise ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois et qui cessent définitivement toute activité professionnelle.

Art. 54. Pour bénéficier de cette indemnité spéciale, les travailleurs visés à l'article 53 doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- être chômeur complet indemnisé et bénéficiaire de l'allocation de chômage au moment de l'octroi;
- ne pas bénéficier d'une allocation complémentaire octroyée par le Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois;
- ne pas bénéficier du complément d'ancienneté en vertu de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ni d'un régime de chômage avec complément d'entreprise.

 *Art. 55.* Le montant de l'indemnité spéciale s'élève à 49,58 euros par mois. Le Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence fixe le moment et le mode de paiement.

Art. 56. La demande d'octroi de l'indemnité spéciale doit être introduite auprès du Fonds de sécurité d'existence par l'entremise des organisations syndicales qui ont signé la convention collective de travail ou par le travailleur concerné à l'aide du formulaire destiné à cet effet. Le Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence fixe les modalités pratiques et la procédure à suivre lors de l'introduction et du traitement des demandes d'octroi.

Chapitre XII – Allocations générales de fonctionnement

Art. 57. Les allocations générales de fonctionnement pour les avantages sociaux complémentaires sont fixés annuellement par le Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Chapitre XIII - Cas particuliers

Art. 58. Tous les cas particuliers résultant de l'application des dispositions prévues ci-dessus peuvent être soumis au Comité paritaire de gestion du Fonds de sécurité d'existence de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Chapitre XIV - Durée de validité

Art. 59. Cette convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012, à l'exception des articles pour lesquels une autre date d'application est prévue. La déclaration de force obligatoire est demandée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

L'organisation qui prend l'initiative de la dénonciation s'engage à en communiquer la raison.

Cette convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 11 avril 2012 (109682) visant à fixer le montant et les modalités d'octroi et de liquidation des avantages sociaux complémentaires par le fonds de sécurité d'existence pour l'ameublement et l'industrie transformatrice du bois, remplaçant la CCT du 30 novembre 2005 et la convention collective de travail du 25 novembre 2005 (78229) fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation des avantages sociaux complémentaires.

J

Cao van 6 maart 2013 ter vervanging van de cao van 11 april 2012 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen door het fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking, en tot vervanging van de CAO van 30 november 2005, KB van 1 september 2006, Belgisch staatsblad van 13 oktober 2006 (78229).

Artikel 1. Bij toepassing van artikel 2 van de statuten vastgesteld bij de beslissing van 29 juli 1964 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 19 juni 2007, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 oktober 2007, worden, ten laste van het fonds, de volgende aanvullende sociale voordelen toegekend:

1. een getrouwheidspremie;
2. een sociaal voordeel aan de leden van een representatieve werknemersorganisatie;
3. een aanvullende werkloosheidsvergoeding;
4. een aanvullende vergoeding voor gelijkgestelde dagen voor economische of technische werkloosheid, tijdelijke werkloosheid wegens overmacht, arbeidsongeschiktheid en verlof om dwingende reden;
5. een bijzondere vergoeding bij collectief ontslag;
6. een aanvullende vergoeding aan de slachtoffers van een arbeidsongeval;
7. een aanvullende vergoeding bij langdurige arbeidsongeschiktheid;
8. een vergoeding aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde arbeid(ster);
9. een vergoeding aan de werknemers die, tengevolge van een fysische handicap, lange tijd volledig arbeidsongeschikt zijn;
10. een vergoeding aan de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte;
11. een bijzondere tegemoetkoming, toe te kennen aan sommige oudere werknemers die elke beroepsactiviteit hebben stopgezet en die noch een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage (het vroegere brugpensioen) kunnen genieten, noch de anciënniteitstoelage in uitvoering van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Deze aanvullende sociale voordelen worden toegekend aan de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Met "werknemers" worden de arbeiders en de arbeidsters bedoeld.

Hoofdstuk I - Getrouwheidspremie

Art. 2. Een getrouwheidspremie wordt toegekend aan de werknemers die tijdens de referentieperiode tewerkgesteld waren in één of meer ondernemingen die ressorteren onder het paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Onder referentieperiode wordt verstaan: de periode vanaf 1 juli van het voorgaande jaar tot en met 30 juni van het lopende jaar.

De getrouwheidspremie wordt elk jaar toegekend in de maand december van het lopende jaar.

Art. 3. Tot en met toekenningsjaar 2011 werd de getrouwheidspremie berekend op basis van 8,55 pct. van de onbegrensde brutolonen aan 108 pct. verdiend tijdens de referentieperiode.

Vanaf het toekenningsjaar 2012 wordt de getrouwheidspremie berekend op basis van 8,85 pct. van de onbegrensde brutolonen aan 108 pct. verdiend tijdens de referentieperiode.

Art. 4. Het bedrag van de getrouwheidspremie wordt berekend op de brutolonen aan 108 pct., vermeld op de driemaandelijke aangifte voor de rijksdienst voor sociale zekerheid.

Het minimumbedrag per betalingsmandaat is vastgesteld op 24,78 euro netto. Wanneer de getrouwheidspremie 24,78 euro netto niet bereikt, wordt er geen betalingsmandaat opgemaakt.

Art. 5. Voor iedere rechthebbende maakt het fonds een persoonlijke titel op. De titels worden vóór 5 december van het lopende jaar gestuurd aan de laatst gekende werkgever waarbij de werknemer op de laatste dag van de referentieperiode in dienst was. De werkgever overhandigt de titel, onmiddellijk na ontvangst, aan de rechthebbende. Deze titels vermelden de onbegrensde brutolonen, die de werknemer in de referentieperiode verdiende bij de betrokken werkgevers van de sector.

Art. 6. De getrouwheidspremie is in beginsel uitbetaalbaar vanaf 6 december van het jaar waarvoor het voordeel verschuldigd is. De effectieve uitbetalingsdatum wordt voor elk lopend jaar vastgelegd door het paritair beheerscomité.

Art. 7. De rechthebbenden die lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties die op nationaal niveau zijn verbonden en die in het paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking zijn vertegenwoordigd, leggen hun titel ter betaling voor aan hun werknemersorganisatie. De andere rechthebbenden dienen hun titel rechtstreeks bij het fonds in.

Art. 8. De titel blijft geldig gedurende 5 jaar. De titels die ter betaling worden aangeboden na 15 december van het vijfde jaar dat volgt op het lopende jaar waarop de titel slaat, zijn niet meer geldig.

Hoofdstuk II.- Sociaal voordeel aan de leden van een representatieve werknemersorganisatie

Art. 9. Een sociaal voordeel wordt toegekend aan de in de ondernemingen van de sector stoffering en houtbewerking tewerkgestelde werknemers die het recht verworven hebben op de getrouwheidspremie zoals voorzien in hoofdstuk I, artikels 2 en 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, en/of aan de werknemers verbonden door een arbeidsovereenkomst aan een onderneming van de sector stoffering en houtbewerking, die opgeroepen zijn onder de wapens en/of aan langdurige arbeidsongeschikten en/of aan de werknemers getroffen door een arbeidsongeval en die lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties die op nationaal niveau verbonden zijn en die in het paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking zijn vertegenwoordigd.

Art. 10. De toepassingsmodaliteiten, alsmede het bedrag van dit sociaal voordeel worden in een aparte collectieve arbeidsovereenkomst vastgelegd.

Hoofdstuk III. - Aanvullende werkloosheidsvergoeding

Art. 11. Opening van het recht

§ 1. Een aanvullende werkloosheidsvergoeding wordt toegekend aan de werknemers die in toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake werkloosheid, recht hebben op uitkeringen voor volledige of tijdelijke werkloosheid, inschakelingsuitkeringen (de vroegere wachttuitkeringen) of uitkeringen in het kader van jeugdvakantie of seniorvakantie.

Om recht te hebben op deze vergoeding moeten zij in het bezit zijn van een prestatiekaart zoals gesteld in § 2 of van een attest van rechthebbende zoals gesteld in § 3 en vóór de aanvang van de periode van werkloosheid in dienst zijn geweest van een onderneming uit de sector voor de stoffering en de houtbewerking.

De werknemer die in de periode gelegen tussen het einde van zijn arbeidsovereenkomst en de aanvang van de werkloosheid, zijn jaarlijkse vakantie neemt of arbeidsongeschikt is, wordt geacht aan deze laatste voorwaarde te beantwoorden.

§ 2. De administratie van het fonds reikt aan elke werknemer een prestatiekaart uit waarop het aantal bezoldigde dagen van de referteperiode wordt vermeld. Indien op de prestatiekaart minstens 130 dagen worden vermeld, opent deze het recht op aanvullende werkloosheidsuitkeringen gedurende het dienstjaar dat volgt op de referteperiode.

Onder "dienstjaar" wordt verstaan: de periode van 1 januari tot en met 31 december van het kalenderjaar dat volgt op de einddatum van het refertejaar.

Onder "referteperiode" wordt verstaan: de periode van 1 juli tot en met 30 juni van het jaar onmiddellijk voorafgaand aan het dienstjaar.

Onder "bezoldigde dagen" wordt verstaan: de gewerkte dagen, de dagen gedekt door gewaarborgd weekloon (eerste 7 dagen), klein verlet, compensatiedagen wegens arbeidsduurvermindering, inhaalrustdagen voor overuren, betaalde feestdagen en syndicaal verlof. Met "bezoldigde dagen" worden gelijkgesteld: de 12 eerste maanden arbeidsongeschiktheid wegens ongeval of ziekte van gemeen recht of wegens arbeidsongeval.

Voorbeeld: 130 bezoldigde of gelijkgestelde dagen bewezen in de periode van 1 juli 2011 tot en met en 30 juni 2012 geven recht op aanvullende vergoedingen in de periode vanaf 1 januari 2013 tot en met 31 december 2013.

§ 3. Afwijkingen

1. Indienstreding tijdens de referteperiode

1.1. Voor de werknemer die in dienst treedt tijdens de referteperiode en aan de voorwaarden onder § 1 voldoet, doch niet aan de voorwaarden onder § 2, wordt het recht op aanvullende vergoeding geopend vanaf de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal tijdens hetwelk de 130 bezoldigde of ermee gelijkgestelde dagen worden bereikt.

Voorbeeld: de werknemer treedt in dienst op 5 oktober 2012 en bewijst 130 bezoldigde dagen op 18 april 2013. Opening van het recht vanaf 1 juli 2013.

1.2. Het bewijs van 130 bezoldigde of ermee gelijkgestelde dagen wordt geleverd aan de hand van het door de werkgever ingevulde inlichtingenblad, waarvan het model wordt vastgesteld door het paritair beheerscomité van het fonds.

2. werknemers die de 130 bezoldigde of ermee gelijkgestelde dagen niet kunnen bewijzen tijdens de referteperiode, maar die een loopbaan bewijzen in de sector van de stoffering en de houtbewerking.

De werknemers die voldoen aan de voorwaarden onder artikel 11, § 1, doch niet aan de voorwaarden onder art. 11 § 2, kunnen het recht op de aanvullende uitkering openen, onder de hierna vermelde voorwaarden

Een bepaalde loopbaan in de sector bewijzen, volgens het aantal bezoldigde of ermee gelijkgestelde dagen.

Aantal te bewijzen jaren tewerkstelling in de sector	Aantal bezoldigde dagen of ermee gelijkgestelde dagen
25 jaar dienst	65
20 jaar dienst	75
15 jaar dienst	85
10 jaar dienst	95
9 jaar dienst	105
8 jaar dienst	115
7 jaar dienst	125

De samenstelling van de loopbaan wordt berekend van datum tot datum. De loopbaan wordt bewezen op 1 januari van ieder dienstjaar.

3. Deeltijdse tewerkstelling tijdens de referteperiode

Voor de werknemer die deeltijds tewerkgesteld was tijdens de referteperiode en niet voldoet aan de voorwaarde bepaald onder artikel 11, § 2 kan het attest van rechthebbende worden toegekend onder de hiernavolgende voorwaarden:

- 1) de deeltijdse arbeid is ten minste gelijk aan 50 pct. van een voltijdse betrekking in de onderneming;
- 2) voor de periode van deeltijdse tewerkstelling bewijst de werknemer een aantal dagen dat, omgezet naar een voltijdse tewerkstelling, wel ten minste een eindresultaat van 130 bezoldigde of ermee gelijkgestelde dagen tijdens de gehele referteperiode oplevert.

Voorbeeld:

- Een werknemer werkt 32 uur per week van 1 juli 2009 tot en met 30 juni 2010.

- De voltijdse betrekking = 40 uur per week

- Aantal bewezen dagen (of uren: 8) = 104

- Formule van omzetting: $\frac{104}{32} \times 40 = 130$ dagen

4. Attest van rechthebbende

Het Fonds levert een attest van rechthebbende af aan de werknemer die in toepassing van artikel 11 § 3 de vergoedingen kan ontvangen.

Art. 12. Vergoedbare dagen

§ 1. Het aantal vergoedbare dagen is vastgesteld op 130 per dienstjaar in de regeling van 6 vergoedbare dagen per week. Wordt bij volledige werkloosheid gedurende het eerste dienstjaar het maximum aantal te vergoeden dagen niet uitgeput, dan wordt het saldo overgedragen naar het volgende dienstjaar.

§ 2. Voor een werknemer tewerkgesteld in een deeltijds uurrooster op het ogenblik dat hij werkloos wordt gesteld, wordt het aantal vergoedbare dagen berekend conform de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de werkloosheidsuitkeringen.

§ 3. Na uitputting van het maximum aantal vergoedbare dagen tijdens het eerste jaar van volledige werkloosheid, kan de volledig uitkeringsgerechtigde werkloze gedurende een tweede dienstjaar aanspraak maken op het maximum aantal vergoedbare dagen zoals voorzien in artikel 12, § 1. Hij moet hiervoor gedurende ten minste 10 jaar tewerkgesteld zijn geweest in een onderneming die ressorteert onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking. Deze 10 jaar moeten zich situeren in de periode die onmiddellijk voorafgaat aan de werkloosheid en van deze 10 jaar moet hij ten minste 5 jaar effectieve prestaties bewijzen.

Deze voorwaarde moet vervuld zijn bij de aanvang van de werkloosheid.

§ 4. De toekenning van de aanvullende werkloosheidsvergoeding wordt gedurende maximum 2 maanden opgeschort wanneer de werkloze op initiatief van de VDAB, Actiris, Forem of Arbeitsamt of op eigen initiatief ingeschakeld wordt in een tewerkstellingsprogramma van de overheid. Dit geldt eveneens voor de werkloze die met de bedoeling om aan de werkloosheid te ontsnappen een betrekking aanvaardt.

Tijdens deze schorsingsperiode(s) heeft de betrokken werknemer geen recht op de aanvullende werkloosheidsvergoeding.

Indien de werknemer na deze schorsingsperiode(s) opnieuw werkloos wordt, kan hem het overblijvend saldo van de 130 vergoedbare dagen worden toegekend, na aftrek van het aantal dagen waarvan hij/zij van het fonds voor bestaanszekerheid van een andere sector een aanvullende werkloosheidsvergoeding zou hebben ontvangen.

Art. 13. Uitsluitingen

§ 1. De werknemer kan slechts aanspraak maken op de aanvullende vergoeding voor werkloosheid (volledig of tijdelijk) in de mate dat hij ook recht heeft op werkloosheidsuitkeringen (volledig of tijdelijk), op inschakelingsuitkeringen (de vroegere wachtuitkeringen) of op uitkeringen in het kader van jeugdvakantie of seniorvakantie.

§ 2. De werknemer die werkloosheidsuitkeringen wegens werkloosheid met bedrijfstoeslag (het vroegere bruggpensioen) geniet, heeft geen recht op de aanvullende vergoeding zoals bepaald in dit hoofdstuk.

Hetzelfde geldt voor de werknemer die een anciënniteitstoeslag voor oudere werklozen kan genieten, in uitvoering van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

§ 3. De aanvullende werkloosheidsvergoeding wordt niet toegekend op de dagen waarvoor de werknemer recht heeft op een vergoeding toegekend door een ander fonds voor bestaanszekerheid;

Art. 14. Bedrag en toekenningsvoorwaarden

§ 1. De vergoeding in geval van volledige werkloosheid bedraagt 4,12 euro per uitkeringsdag en de vergoeding in geval van tijdelijke werkloosheid bedraagt 2,48 euro per uitkeringsdag.

§ 2. Om de uitbetaling van de aanvullende werkloosheidsvergoeding te krijgen:

- P
- richten de rechthebbenden die lid zijn van één van de bij artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties zich tot hun werknemersorganisatie welke de hoofdwerkloosheidsuitkeringen heeft uitbetaald;
 - dienen de andere rechthebbenden bij het fonds een attest van de uitbetalingsinstelling in.

§3. Het recht op deze vergoeding verjaart na het verstrijken van een periode van vijf jaar die aanvangt in de maand waarop de werkloosheidsvergoeding betrekking heeft.

Hoofdstuk IV - Aanvullende vergoeding voor gelijkgestelde dagen voor economische of technische werkloosheid, tijdelijke werkloosheid wegens overmacht, arbeidsongeschiktheid en verlof om dwingende redenen

Art. 15. Er wordt een aanvullende vergoeding voor gelijkgestelde dagen voor economische of technische werkloosheid, tijdelijke werkloosheid wegens overmacht, arbeidsongeschiktheid en verlof om dwingende redenen uitbetaald aan de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Art. 16. Deze aanvullende vergoeding bedraagt 2,28 euro per dag.

In het geval van economische of technische werkloosheid, tijdelijke werkloosheid wegens overmacht of in geval van arbeidsongeschiktheid wordt de hier bedoelde aanvullende vergoeding uitbetaald, samen met de hoofdvergoeding die door het fonds voor bestaanszekerheid wordt toegekend.

In het geval van verlof om dwingende redenen in het kader van de cao nr. 45, gebeurt de uitbetaling na indiening van een aanvraagdocument waarvan het model door het beheerscomité is goedgekeurd.

Hoofdstuk V - Bijzondere vergoeding bij collectief ontslag

Art. 17. § 1. De aanvullende werkloosheidsvergoeding ten laste van het fonds wordt aan de werknemers, die recht hebben op de vergoeding verschuldigd bij collectief ontslag, bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 8 mei 1973 in de Nationale Arbeidsraad betreffende het collectief ontslag, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 6 augustus 1973, toegekend als volgt: de helft van het verschil tussen het nettoreferenteloon en de normale werkloosheidsuitkeringen wordt bij werkloosheid in geval van collectief ontslag gedekt door de aanvullende werkloosheidsvergoeding toegekend door het fonds.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt het begrip collectief ontslag zoals omschreven in voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 1973 van de Nationale Arbeidsraad uitgebreid tot de ontslagen om economische redenen die in een ononderbroken periode van 120 dagen een bij voormelde collectieve arbeidsovereenkomst bepaald aantal werknemers treft.

Wanneer de helft van het verschil niet wordt gedekt door de bedoelde uitkering, betaalt het fonds aan de werknemers het verschuldigde bedrag op basis van de nodige bewijsstukken.

§ 2. De aanvullende werkloosheidsvergoeding ten laste van het fonds wordt eveneens toegekend aan de werknemers tewerkgesteld in ondernemingen met minder dan 20 werknemers op voorwaarde dat:

- ten minste 6 werknemers worden ontslagen in de tot 120 dagen uitgebreide tijdsspanne bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 1973, indien de onderneming tussen 12 en 20 werknemers tewerkstelt;
- ten minste de helft van de werknemers wordt ontslagen in de tot 120 dagen uitgebreide tijdsspanne bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 1973, indien de onderneming minder dan 12 werknemers tewerkstelt.

§3. Mits voorlegging van het bewijs dat de werknemer is getroffen door een collectief ontslag zoals hierboven omschreven, betaalt het fonds gedurende maximaal 4 maanden de aanvullende werkloosheidsuitkering. De periode van 4 maanden vangt aan daags na de beëindiging van de arbeidsovereenkomst of eventueel daags na het verstrijken van de periode die is gedekt door een opzeggingsvergoeding of door een inschakelingsvergoeding, toegekend in het kader van een tewerkstellingscel.

Dit neemt niet weg dat de belanghebbende het recht behoudt op de aanvullende werkloosheidsvergoeding voor de jaarlijkse periode voorzien in geval van werkloosheid die geen betrekking heeft op een collectief ontslag.

Art. 18. De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het fonds op een

daartoe bestemd formulier.

Art. 19. De bepalingen van de artikels 17 en 18 zijn alleen van toepassing op de werknemers die getroffen zijn door collectief ontslag en werkloosheidsuitkeringen genieten.

Art. 20. De laatste werkgever blijft evenwel de vergoeding verschuldigd voor een periode van vier maanden zoals voorzien in het koninklijk besluit van 6 augustus 1973 voor de volgende gevallen:

- a. de werkloze werknemers die om redenen onafhankelijk van hun wil uit het genot van de werkloosheidsuitkeringen zijn gesloten;
- b. de werknemers die een nieuwe betrekking bekleden waar zij een loon ontvangen dat lager ligt dan het loon dat zij voordien verdienden;
- c. de werknemers die een beroepsopleiding, ingericht of erkend door de VDAB, Actiris, Forem of Arbeitsamt doorlopen en een vergoeding ontvangen die lager ligt dan het loon dat zij voorheen verdienden.

Voor deze gevallen is de vergoeding gelijk aan:

geval a: de helft van het verschil tussen het nettoloon en de werkloosheidsvergoeding waarop de werknemer aanspraak had kunnen maken;

gevallen b en c: de helft van het verschil tussen het nettoverfertoeloon en het totaal van de netto-inkomsten verkregen uit hoofde van de nieuwe betrekking of van de beroepsopleiding.

Hoofdstuk VI - Aanvullende vergoeding aan de slachtoffers van een arbeidsongeval

Art. 21. Een aanvullende vergoeding wordt toegekend aan de werknemers die door een arbeidsongeval tijdens het werk of op de weg naar en van het werk zijn getroffen.

Art. 22. De in artikel 21 beoogde aanvullende vergoeding wordt toegekend vanaf de eenendertigste kalenderdag.

Enkel de normale activiteitsdagen geven aanleiding tot de betaling van de aanvullende vergoeding. Voor de werknemers in een atypisch tewerkstellingsregime gebeurt de uitbetaling volgens het regime waarin zij aan de RSZ zijn aangegeven.

Art. 23. De vergoeding wordt berekend door het fonds, na de werkhervatting of na uitputting van het totaal aantal dagen door het fonds voorzien in geval van ononderbroken periode van arbeidsongeschiktheid.

Art. 24. Het aantal te vergoeden dagen is vastgesteld op 200 dagen per arbeidsongeval.

Art. 25. De vergoeding bedraagt 3,70 euro per dag, vermeerderd met het sociaal voordeel voorzien in artikel 10.

Art. 26. De rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde aanvullende vergoeding in bij het fonds op een daartoe bestemd formulier.

De rechthebbenden die lid zijn van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties dienen hun aanvraag in door toedoen van hun werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het fonds in.

Art. 27. Voor de rechthebbenden die de aanvraag hebben ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisatie; voor de anderen geschiedt de betaling rechtstreeks door het fonds.

Art. 28. Bij dodelijk ongeval, overkomen tijdens het werk of op de weg naar en van het werk, wordt een forfaitaire vergoeding van 5.578 euro, verhoogd met een forfaitaire vergoeding van 744 euro per kind waarvoor gezinsvergoeding wordt genoten, aan de rechthebbenden van het slachtoffer betaald.

Aan de slachtoffers van een arbeidsongeval, met als gevolg een blijvende arbeidsongeschiktheid van 66 pct. en meer, wordt een eenmalige vergoeding toegekend van 744 euro verhoogd met 558 euro per kind waarvoor gezinsvergoeding wordt genoten.

Hoofdstuk VII - Aanvullende vergoeding bij langdurige arbeidsongeschiktheid

Art. 29. Opening van het recht

§ 1. Een aanvullende vergoeding wordt toegekend aan de werknemers die langdurig arbeidsongeschikt zijn, zodra zij, bij toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering, de uitkeringen hebben genoten wegens arbeidsongeschiktheid.

Arbeidsongeval, beroepsziekte en de wettelijke bevallingsrust worden bijgevolg van dit voordeel uitgesloten. Om recht te hebben op deze vergoeding, moeten deze werknemers verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst met een werkgever van de sector stoffering en houtbewerking bij de aanvang van de arbeidsongeschiktheid en moeten zij ten minste 130 bezoldigde dagen in de sector tijdens de laatste vijf jaar kunnen bewijzen.

§ 2. Onder "bezoldigde dagen" wordt verstaan: de gewerkte dagen, de dagen gedekt door gewaarborgd weekloon (eerste 7 dagen), klein verlet, compensatierustdagen wegens arbeidsduurvermindering, inhaalrustdagen voor overuren, betaalde feestdagen en dagen syndicaal verlof.

§ 3. Afwijkingen

De periode gedurende dewelke de werknemer in de onderneming als uitzendkracht wordt tewerkgesteld door de curator, aangesteld bij het gerechtelijk akkoord of faillissement van een werkgever van de sector stoffering en houtbewerking, wordt voor de toepassing van dit hoofdstuk gelijkgesteld met het "verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst" zoals omschreven in de eerste alinea.

Art. 30. De aanvullende vergoeding

§ 1. De in artikel 29 beoogde aanvullende vergoeding wordt toegekend vanaf de eenendertigste kalenderdag vanaf de aanvangsdatum van de arbeidsongeschiktheid.

§ 2. Voor het bepalen van de aanvangsdatum van een periode van arbeidsongeschiktheid worden de begrippen "hervalling", "dezelfde arbeidsongeschiktheid" of "andere arbeidsongeschiktheid" gehanteerd zoals in de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 met betrekking tot de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 31. Ogenblik van de berekening

De vergoeding wordt berekend door het fonds voor bestaanszekerheid, na de werkhervatting of na uitputting van het totaal aantal dagen door het fonds voorzien in geval van ononderbroken periode van arbeidsongeschiktheid.

Art. 32. Vergoedbare periode

§ 1. De vergoedbare periode per arbeidsongeschiktheid is vastgesteld op 365 kalenderdagen, verminderd met de eerste dertig kalenderdagen van de arbeidsongeschiktheid.

Deze periode wordt verlengd met de periode van jaarlijkse vakantie waarop de werknemer bij de aanvang van of gedurende zijn arbeidsongeschiktheid recht heeft.

De vergoedbare periode blijft doorlopen voor iedere arbeidsongeschiktheid waarvan het recht werd geopend vóór het einde der arbeidsovereenkomst.

De gelijkstelling zoals bedoeld bij artikel 29, § 3 geldt eveneens voor de toepassing van deze paragraaf.

§ 2. Het aantal vergoedingen kan maximum 6 per week bedragen en 287 per arbeidsongeschiktheid.

§ 3. De aanvullende vergoeding wordt niet toegekend op de dagen waarvoor de werknemer recht heeft op een vergoeding toegekend door een ander fonds voor bestaanszekerheid.

Art. 33. Bedragen

§ 1. De vergoeding voor de hierna vermelde perioden bedraagt:

- vanaf de 31e kalenderdag na de aanvang van de arbeidsongeschiktheid tot en met de 150e kalenderdag: 4,26 euro per vergoedbare dag;
- vanaf de 151e kalenderdag na de aanvang van de arbeidsongeschiktheid tot en met de 365e kalenderdag: 4,86 euro per vergoedbare dag.

Voormelde bedragen worden verhoogd met het sociaal voordeel, zoals bepaald in artikel 10 en met de aanvullende vergoeding zoals bepaald in artikel 16.

§ 2. Deeltijdse tewerkstelling

Wanneer een werknemer deeltijds is tewerkgesteld bij de aanvang van de arbeidsongeschiktheid, wordt de aanvullende vergoeding volgens een van de volgende formules berekend:

a)
$$\frac{\text{dagbedrag} \times \text{aantal werkdagen per week}}{5 \text{ dagen}} = \dots\dots\dots \text{euro per dag gedurende het maximum aantal dagen}$$

b) deeltijdse tewerkstelling = ... pct. van een voltijdse. Dan wordt de dagvergoeding vermenigvuldigd met dit pct.

§ 3. Gedeeltelijke werkhervatting

Indien een werknemer met instemming van de medisch adviseur van het ziekenfonds het werk gedeeltelijk hervat, vertegenwoordigt de aanvullende vergoeding bij langdurige arbeidsongeschiktheid een percentage van het dagbedrag dat overeenstemt met de overblijvende graad van arbeidsongeschiktheid.

Voorbeeld:

Betrokkene wordt ziek op 16 november 2012. Hij is voor 100 pct. werkonbekwaam voor de periode 16 november 2012 tot en met 27 mei 2013. Vanaf 28 mei 2013 mag hij van de medische adviseur van het ziekenfonds het werk gedeeltelijk hervatten, namelijk voor 40 pct. Vanaf 28 mei 2013 ontvangt betrokkene 60 pct. van het totale dagbedrag.

Art. 34. Aanvraag

De rechthebbenden die langer dan 30 kalenderdagen arbeidsongeschikt zijn geweest en hiervoor ziekte- en invaliditeitsuitkeringen hebben genoten, dienen hun aanvraag tot toekenning van de aanvullende vergoeding in bij het fonds, op het daartoe bestemde formulier.

De rechthebbenden die lid zijn van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties dienen hun aanvraag in door toedoen van hun werknemersorganisatie. De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks in bij het fonds.

Art. 35. Uitbetaling

Voor de rechthebbenden die de aanvraag hebben ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties geschiedt de uitbetaling ook door toedoen van de werknemersorganisatie. Voor de andere rechthebbenden betaalt het fonds het verschuldigde bedrag rechtstreeks uit aan de rechthebbende.

Hoofdstuk VIII - Vergoeding aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde

Art. 36. § 1. Een vergoeding wordt toegekend aan de weduwe(naar) van een gepensioneerde. Die gepensioneerde moet op het ogenblik van zijn overlijden rechthebbende zijn op de vergoeding in toepassing van artikel 3 van de CAO van 30 september 2009, KB van 30 juli 2010, BS van 11 oktober 2010 tot vaststelling van de overgangsregeling in het kader van de invoering van de sectorale tweede pensioenpijler.

Deze vergoeding bedraagt 743,68 euro en is gebonden aan de persoon van de weduwe(naar) van de gepensioneerde.

§ 2. Daarnaast ontvangt de weduwe(naar) van een gepensioneerde, overleden tijdens het jaar voorafgaand (dit is het refertejaar) aan het jaar van uitbetaling, nog de volgende vergoeding:

$x/12$ van het volledige bedrag dat de gepensioneerde nog zou hebben ontvangen indien hij op de datum van uitbetaling van de vergoeding aan gepensioneerden nog in leven zou zijn geweest;

x komt overeen met het aantal volledige maanden dat de gepensioneerde nog heeft geleefd tijdens het refertejaar.

§ 3. Bij ontstentenis van een weduwe(naar) vervalt het recht op de vergoeding. Wordt beschouwd als weduwe(naar), de rechthebbende volgens de criteria van de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Art. 37. § 1. De vergoeding zoals bepaald in dit hoofdstuk wordt toegekend aan de weduwe(naar) wier (wiens) echtgeno(o)t(e) overleed na 30 juni 1997.

§ 2. De in artikel 36 bedoelde vergoeding is eenmalig en wordt uitgekeerd in de loop van het kwartaal volgend op de datum waarop het overlijden ter kennis van het fonds wordt gebracht zoals voorzien in artikel 38.

§ 3. De vergoeding is persoonsgebonden. Het recht op de vergoeding vervalt indien de begunstigde weduwe(naar) overlijdt vóór de voorziene uitbetalingsdatum.

de
naar bestaanszekerheid
Art. 38. De rechthebbende dient een aanvraag in bij het fonds. Bij de aanvraag wordt een akte van overlijden en een erfrechtverklaring gevoegd.

Indien de overleden gepensioneerde was aangesloten bij één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, dan wordt de aanvraag via zijn respectieve organisatie ingediend. De anderen dienen hun aanvraag rechtstreeks in bij het fonds voor bestaanszekerheid.

Art. 39. De vergoeding wordt uitbetaald

- hetzij via de werknemersorganisatie die de aanvraag heeft ingediend;
- hetzij rechtstreeks aan de betrokkene die de aanvraag rechtstreeks indiende.

Hoofdstuk IX - Vergoeding aan de werklieden die, tengevolge van een fysieke handicap, lange tijd volledig arbeidsongeschikt zijn

Art. 40. Een vergoeding wordt toegekend aan de werknemers van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking die, als gevolg van een fysieke handicap, lange tijd volledig arbeidsongeschikt zijn.

Art. 41. Kunnen aanspraak maken op deze vergoeding, de werknemers die de volgende voorwaarden vervullen:

1. het bewijs leveren van een arbeidsongeschiktheid van ten minste 66 pct., ongeacht hun leeftijd, mits voorlegging van een attest van de adviserende geneesheer van het ziekenfonds, verzekeringsmaatschappij of Fonds voor beroepsziekten.

De werkloze werknemers die de anciënniteitstoelage genieten zoals voorzien in het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering kunnen geen aanspraak maken op de vergoeding aan fysisch gehandicapten.

2. het bewijs leveren dat hun laatste werkgever onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking ressorteerde.

3. het bewijs leveren dat zij, gedurende de laatste 10 jaar die de stopzetting van het werk voorafgaan of sinds het verlaten van de school, nergens anders tewerkgesteld zijn geweest dan in één of meer ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking ressorteren.

Alle gevallen van wettelijke schorsing en verbreking van de arbeidsovereenkomst worden, voor de toepassing van dit artikel, met tewerkstelling gelijkgesteld, voor zover het aantal van deze inactiviteitsjaren het aantal activiteitsjaren niet overtreft, dit wil zeggen dat de betrokkenen minstens 5 jaar effectieve activiteit moeten bewijzen en dat de andere 5 jaar inactiviteitsjaren in de sector mogen zijn.

Uitzondering wordt gemaakt voor de fysisch gehandicapten die de laatste 10 jaar niet volledig kunnen rechtvaardigen; zij moeten gedurende de 25 jaar die de stopzetting van hun werk voorafgaan, 15 jaar in de sector tewerkgesteld zijn geweest, waarvan minstens 7,5 jaar effectieve activiteit; de andere 7,5 jaar mogen inactiviteitsjaren in de sector zijn.

4. hun rechten op bijkomende vergoedingen, hetzij van werkloosheid, hetzij van ziekte of arbeidsongeval, toegekend door het fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking, hebben uitgeput.

Art. 42. Vanaf het ogenblik dat de werknemer in werkloosheid met bedrijfstoelage is (het vroegere brugpensioen), heeft hij geen recht meer op deze vergoeding.

Art. 43. Het bedrag is vastgesteld op 495,79 euro per jaar.

Art. 44. Rechthebbenden dienen de aanvraag tot toekenning van de bedoelde vergoeding in bij het fonds op een daartoe bestemd formulier in de loop van het dienstjaar dat volgt op dat tijdens hetwelk zij hun rechten op de bijkomende vergoedingen toegekend door het fonds voor bestaanszekerheid hebben uitgeput.

De rechthebbenden die lid zijn van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, dienen hun aanvraag in door toedoen van hun werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het fonds in.

Tot staving van hun aanvraag moeten de rechthebbenden het bewijs leveren dat zij, sinds het begin van de stopzetting van het werk, ononderbroken de uitkeringen voor werkloosheid, ziekte, arbeidsongeval of van het Fonds voor beroepsziekten, hebben genoten.

Art.45. De uitkering van de vergoeding gebeurt door het fonds naar verhouding van 1/12 van het totaal jaarbedrag per maand werkelijke ongeschiktheid.

De uitbetalingsmodaliteiten worden door het paritair beheerscomité bepaald.

Voor de rechthebbenden die hun aanvraag hebben ingediend door toedoen van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, geschiedt de betaling door toedoen van hun werknemersorganisatie; voor de anderen geschiedt de betaling rechtstreeks door het fonds.

Art. 46. De rechthebbenden die de vergoeding een eerste maal hebben ontvangen, moeten de daaropvolgende jaren geen nieuwe aanvraag indienen.

In de maand december stuurt het fonds voor bestaanszekerheid een formulier "hernieuwing" aan diegenen die reeds deze vergoeding ontvingen.

Dit hernieuwingsformulier, tot staving van de voortzetting van de arbeidsongeschiktheid van ten minste 66 pct (ziekenfonds, verzekeringsmaatschappij of Fonds voor beroepsziekten), moet behoorlijk ingevuld en ondertekend rechtstreeks of door de werknemersorganisatie aan het fonds worden teruggestuurd.

Zo bij ontvangst van het formulier "hernieuwing", de rechthebbende overleden is, moet(en) de weduwe(naar) of de erfgena(a)m(en) bij het formulier een uittreksel van de akte van overlijden voegen.

Indien de rechthebbende gehandicapte overleden is vóór 1 januari, vervalt het recht op de vergoeding.

Art.47. Met ingang van de betaling van deze vergoeding in 2013 wordt het aantal uitkeringen beperkt tot 15.

Hoofdstuk X - Vergoeding aan de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte

Art. 48. Een vergoeding wordt toegekend aan de weduwe(naar) van een fysisch gehandicapte. Die fysisch gehandicapte moet op het ogenblik van zijn/haar overlijden rechthebbende zijn op een vergoeding in toepassing van artikel 41.

Wordt beschouwd als weduwe(naar), de rechthebbende volgens de criteria van de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Art.49. De vergoeding bedraagt 495,79 euro.

Art. 50. De in artikel 49 bedoelde vergoeding is eenmalig en wordt uitgekeerd in de loop van het kwartaal volgend op de datum waarop het overlijden ter kennis van het fonds wordt gebracht zoals voorzien in artikel 38.

De vergoeding is persoonsgebonden. Het recht op de vergoeding vervalt indien de begunstigde weduwe(naar) overlijdt vóór de voorziene uitbetalingsdatum.

Art. 51. De rechthebbende dient een aanvraag in bij het fonds. Bij de aanvraag wordt een akte van overlijden en een erfrechtverklaring gevoegd.

Wanneer de overledene lid was van één van de in artikel 7 bedoelde werknemersorganisaties, wordt de aanvraag ingediend door toedoen van zijn/haar werknemersorganisatie.

De andere rechthebbenden dienen hun aanvraag rechtstreeks bij het fonds in.

voor bestaanszekerheid

B

Art. 52. De vergoeding wordt uitbetaald

- hetzij via de werknemersorganisatie die de aanvraag heeft ingediend;
- hetzij rechtstreeks aan betrokkene die de aanvraag rechtstreeks indiende.

Hoofdstuk XI - Bijzondere tegemoetkoming toe te kennen aan sommige oudere werknemers die elke beroepsactiviteit hebben stopgezet en die noch een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag (het vroegere brugpensioen), noch de anciënniteitstoeslag in uitvoering van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering kunnen genieten

Art. 53 De bijzondere tegemoetkoming wordt vanaf de leeftijd van 50 jaar toegekend aan de werknemers die ontslagen worden in een onderneming die ressorteert onder het paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking en die elke beroepsactiviteit definitief stopzetten.

Art. 54. Om de bijzondere tegemoetkoming te genieten, moeten de in artikel 53 bedoelde werknemers aan de volgende voorwaarden voldoen:

- volledig uitkeringsgerechtigde werkloze zijn en op het tijdstip van de toekenning de werkloosheidsuitkering genieten;
- geen aanvullende vergoeding genieten, uitgekeerd door het fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking;
- de anciënniteitstoeslag in uitvoering van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering noch een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag genieten.

Art. 55. Het bedrag van de bijzondere tegemoetkoming bedraagt 49,58 euro per maand. Het paritair beheerscomité van het fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking stelt het tijdstip en de wijze van betaling vast.

Art. 56. De aanvraag tot toekenning van de bijzondere tegemoetkoming moet worden ingediend bij het fonds voor bestaanszekerheid door toedoen van de syndicale organisaties die de collectieve arbeidsovereenkomst hebben ondertekend of door de betrokkene rechtstreeks bij middel van een daartoe bestemd formulier. Het paritair beheerscomité van het fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking bepaalt de praktische modaliteiten en de procedure die moeten gevolgd worden bij het indienen en het behandelen van de aanvragen tot toekenning.

Hoofdstuk XII – Algemene werkingstoelagen

Art. 57. De algemene werkingstoelagen worden jaarlijks door het paritair beheerscomité van het fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking bepaald.

Hoofdstuk XIII - Bijzondere gevallen

Art. 58. Alle bijzondere gevallen resulterend uit de toepassing van de hierboven voorziene schikkingen kunnen worden voorgelegd aan het paritair beheerscomité van het fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking.

Hoofdstuk XIV - Geldigheidsduur

Art. 59. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is voor onbepaalde tijd gesloten en treedt in werking op 1 januari 2012, uitgenomen voor de artikelen waarvoor een andere toepassingsdatum wordt vermeld. De algemeenverbindendverklaring wordt aangevraagd

Zij kan door één der partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking.

De organisatie die het initiatief van opzegging neemt, verbindt er zich toe de reden ervan bekend te maken.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 april 2012 (109682) tot vaststelling van het bedrag en de wijze van toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen door

Ø

het fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking, en tot vervanging van de CAO van 30 november 2005 en de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 november 2005 (78229) tot vaststelling van het bedrag en de wijze van toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen.